



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de  
l'administration pénitentiaire**

**MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES de DIJON**

**DEPARTEMENT DU BUDGET ET DES FINANCES**

**UNITE DES ACHATS ET DES MARCHES PUBLICS**

72 A, Rue d'Auxonne

BP 13331

21033 DIJON Cedex

**MARCHÉ DE SERVICE  
PROGRAMME PERSONNALISE D'ACCOMPAGNEMENT A L'INSERTION  
PROFESSIONNELLE 2025 2027  
(PPAIP)  
DANS  
LES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES  
ET  
LES SERVICES PENITENTIAIRES D'INSERTION ET DE PROBATION  
DE LA DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES  
PENITENTIAIRES DE DIJON**

Date et heure limites de réception des offres :

**Le LUNDI 12 MAI 2025 à 17 H 30 (heure de Paris)**

*Accord-cadre passé selon une procédure adaptée*

*Article L. 2123-1 et R2123-1 et suivants du Code de la Commande publique*

*Accord-cadre à bon de commandes sans minimum*

*Articles R2162-4, R2162-13, R2162-14 du Code de la Commande publique*

## **Règlement de la Consultation**

## **SOMMAIRE**

<b><u>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</u></b>	<b><u>3</u></b>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - ALLOTISSEMENT	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
1.4.1 - GROUPEMENT	4
1.4.2 - SOUS-TRAITANCE	5
<b><u>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u></b>	<b><u>5</u></b>
2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION	5
2.2 - VARIANTES	5
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	5
<b><u>ARTICLE 3 : DOSSIER DE LA CONSULTATION</u></b>	<b><u>6</u></b>
3.1 - MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
3.2 - COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
3.3 - MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
3.4 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	7
<b><u>ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u></b>	<b><u>7</u></b>
4.1 - PIECES DEMANDEES AU TITRE DE LA CANDIDATURE	7
4.2 - PIECES DEMANDEES AU TITRE DE L'OFFRE	8
4.3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
4.4 - AVANCE	8
4.5 – CLAUSE LABELLISATION DIVERSITE - EGALITE FEMMES/HOMMES – EGA-CONDITIONNALITE	9
4.6 - RAPPELS SUR LES OFFRES ELECTRONIQUES	9
<b><u>ARTICLE 5 : CONDITIONS D'ENVOI</u></b>	<b><u>9</u></b>
<b><u>ARTICLE 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u></b>	<b><u>11</u></b>
<b><u>ARTICLE 7 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u></b>	<b><u>12</u></b>
7.1 - CRITERE DE SELECTION DES CANDIDATURES	12
7.2 - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	12
<b><u>ARTICLE 9 : ATTRIBUTION DU MARCHE</u></b>	<b><u>12</u></b>

## Article premier : Objet et étendue de la consultation

### 1.1 - Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre d'un ensemble d'actions d'orientation professionnelle, de mobilisation et d'accompagnement des personnes placées sous-main de justice, dénommé PPAIP "programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle" dans les établissements pénitentiaires du ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) de DIJON.

Ce programme est mis en place pour des personnes détenues dans les établissements pénitentiaires du ressort de la DISP de Dijon, et des PPSMJ (Personnes Placées Sous-Main de Justice) suivies en milieu ouvert par les SPIP (Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation) de la DISP de Dijon.

Ce marché fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission des prescriptions effectuées par le Directeur du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (DSPIP) ou le représentant du SPIP concerné.

Le représentant du pouvoir adjudicateur chargé de coordonner la passation du marché, de le signer et de le notifier pour le compte des services bénéficiaires, est Monsieur le Directeur Interrégional.

La notification du marché est prévue, courant 2025.

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) :

<b><i>Classification principale</i></b>
75231240-8 : Service de réinsertion

Il s'agit d'un marché spécifique.

### 1.2 - Etendue de la consultation

Le présent marché est passé sous forme d'une procédure adaptée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 et suivants du Code de la Commande publique.

Il s'agit d'un marché à bons de commande sans minimum, conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande publique, pour un montant maximum de 1 680 000€ HT, tous lots confondus.

### 1.3 - Allotissement

Les prestations sont réparties en 6 lots Bi-départementaux

❖ **BOURGOGNE FRANCHE COMTE - CENTRE VAL DE LOIRE : LOTS BI DEPARTEMENTAUX.** Chaque lot fait l'objet d'un accord cadre attribué à un seul opérateur économique ; les candidats peuvent candidater sur un seul lot, plusieurs lots ou la totalité des lots de la présente procédure.

<b>LOTS</b>		Etablissements concernés
<b>Lot 1</b>	SPIP CHER (SPIP 18)  SPIP INDRE (SPIP 36)	MA BOURGES - CP CHATEAUROUX - MC ST MAUR
<b>Lot 2</b>	SPIP EURE ET LOIR (SPIP 28)  SPIP LOIRET (SPIP 45)	CD CHATEAUDUN - CP ORLEANS - CSL MONTARGIS
<b>Lot 3</b>	SPIP INDRE ET LOIRE (SPIP 37)  SPIP LOIR ET CHER (SPIP 41)	MA TOURS - MA BLOIS
<b>Lot 4</b>	SPIP DE L'YONNE (SPIP 89)  SPIP NIEVRE (SPIP 58)	MA AUXERRE - CD JOUX LA VILLE - MA NEVERS
<b>Lot 5</b>	SPIP COTE D'OR (SPIP 21)  SPIP SAONE ET LOIRE (SPIP 71)	MA DIJON - CP VARENNES LE GRAND
<b>Lot 6</b>	SPIP DOUBS ET JURA (SPIP 25/39)  SPIP HAUTE SAONE ET DU TERRITOIRE DE BELFORT (SPIP 70/90)	MA BESANCON - CSL BESANCON - MA LONS LE SAUNIER - MA MONTBELIARD - MA BELFORT - MA VESOUL

#### 1.4 - Conditions de participation des concurrents

##### 1.4.1 - Groupement

En application du principe de la libre présentation des candidatures (soit individuelles, soit en groupement), les groupements d'opérateurs économiques peuvent se positionner sur ce marché.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées. Il conviendra de préciser, en annexe de l'acte d'engagement, la répartition des missions.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra imposer une forme particulière de groupement après l'attribution, conjoint ou solidaire, s'il est démontré que cette transformation est nécessaire pour la bonne exécution du marché.

Les candidatures et les offres sont présentées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations pour représenter les autres membres du groupement.

Afin de limiter les risques de pratiques anti-concurrentielles, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Il est également interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Dans les deux formes de groupement évoquées, l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire et représentera l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur public.

En application du principe d'intangibilité du groupement, la composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des candidatures et la signature de l'accord-cadre.

#### 1.4.2 - Sous-traitance

Le titulaire d'un marché public peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de l'accord-cadre dans les conditions fixées par la loi du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Toutes les pièces relatives à la déclaration et au paiement des sous-traitants transmises par le titulaire à l'acheteur public, doivent être établies en euro.

En cas de sous-traitance, le candidat transmet une déclaration (formulaire DC4 téléchargeable sur le site suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) faisant apparaître la nature des prestations sous traitées, le nom, la raison sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, ainsi que les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel perçu par chaque sous-traité.

### **Article 2 : Conditions de la consultation**

#### 2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Ce marché est conclu pour une période ferme de vingt-quatre mois, renouvelable deux fois douze mois par reconduction tacite.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché.

La durée totale du marché ne pourra excéder quatre ans, toutefois un avenant pourra être rédigé avant la fin de la dernière période des 12 mois pour prolonger de 6 mois maximum. Un bon de commande devra être émis avant la fin de ladite période.

La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder de plus de 6 mois, le terme contractuel du marché.

#### 2.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée et aucune prestation supplémentaire ou éventuelle n'est prévue.

#### 2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le financement des prestations est assuré par le budget de chaque service bénéficiaire. Les paiements des prestations seront réalisés après service fait.

Le délai maximum de paiement sur lequel les acheteurs publics s'engagent, est de 30 jours, à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, conformément au titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et son décret d'application n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40€, pour frais de recouvrement.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Le taux des intérêts moratoires, applicable pour le calcul de l'indemnisation complémentaire, est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

## **Article 3 : Dossier de la consultation**

### 3.1 - Modalités de retrait du dossier de consultation

Sur la plateforme des achats de l'Etat PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), les candidats ont la possibilité de :

- . Consulter l'avis de publicité qui a été publié sous le numéro **DISPDIJONUAMP2025PPAIP**
- . Retirer le dossier de consultation des entreprises (DC)
- . Poser des questions concernant le DC.

Lors du retrait des documents électroniques, les soumissionnaires pourront se référer aux pré-requis techniques, aux conditions générales, ainsi qu'au manuel d'utilisation, ces pièces étant disponibles sur le site.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le soumissionnaire doit disposer d'un logiciel capable d'ouvrir un fichier comportant l'extension « zip ».

Les candidats sont invités à laisser leurs coordonnées et leur courrier sur la plateforme, afin de pouvoir être informés des questions et des réponses des candidats ainsi que des éventuelles modifications du dossier de consultation.

### 3.2 - Composition du dossier de consultation

Les pièces téléchargeables sur PLACE sont les suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe I (désignation des co-traitants)
- Le C.C.A.P.
- Le tableau de présentation des offres de prix (BPU)
- Mémoire technique
- Le C.C.T.P et ses annexes.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

### 3.3 - Modification du dossier de consultation

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard **6 jours ouvrés** avant la date limite de réception des offres. Cette disposition reste valable dans le cas où cette date serait reportée.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

### 3.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres court à compter de la date limite de réception des offres, jusqu'au commencement du marché.

## **Article 4 : Présentation des candidatures et des offres**

Elles seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO, et doivent faire apparaître un taux de TVA.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque soumissionnaire aura à produire un dossier complet comprenant toutes les pièces indiquées dans le présent article, datées et signées en original de manière manuscrite.

### 4.1 - Pièces demandées au titre de la candidature

Les pièces à fournir au titre de la candidature sont les suivantes :

- 1) Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.
- 2) Les renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles.
- 3) **Le formulaire DC1** dûment complété, permettant d'identifier le candidat qui se présente seul ou le groupement d'entreprises candidat, contenant la déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique. (Le formulaire DC1 et sa notice d'explication sont téléchargeables sur le site suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> En cas d'allotissement, il peut être commun à plusieurs lots).
- 4) **Le formulaire DC2** dûment complété, permettant d'obtenir des précisions sur le statut du candidat individuel ou membre du groupement, et de s'assurer que le candidat individuel ou chacun des membres de groupement dispose des capacités économiques, financières, professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution de l'accord-cadre :

- indiquer le chiffre d'affaires global annuel hors taxes sur les 3 dernières années (ou autre document équivalent) ;
- attester des moyens humains et techniques de l'entreprise.

Le formulaire DC2 et sa notice explicative sont téléchargeables sur le site suivant : <https://economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

- 5) **Une liste des prestations de même nature** effectuées au cours des trois dernières années (liste comportant le montant des prestations, les dates de réalisation, les coordonnées des personnes à contacter). Le candidat se trouvant dans l'impossibilité de produire cette liste peut justifier de sa capacité professionnelle par tout autre moyen.

- 6) **La copie des certificats de qualification professionnelle** prouvant que le candidat peut exercer l'ensemble des prestations.
- 7) **La copie du jugement** prononcé si le candidat est en redressement judiciaire.
- 8) Le cas échéant, **une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4** téléchargeable sur le site suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) si le candidat souhaite présenter ses sous-traitants à ce stade de la procédure.

**NOTA** : en cas de groupement, les candidatures et les offres sont signées, soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation de l'accord-cadre.

- 9) **Le R.I.B. ou R.I.P. du candidat**
- 10) **L'attestation d'assurance responsabilité civile**

**NOTA** : avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours ouvrés incluant la date d'envoi de la demande et la date limite de remise des pièces. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature en seront informés dans le même délai.

#### 4.2 - Pièces demandées au titre de l'offre

Les offres doivent être remplies par une personne habilitée à engager la société.

Les pièces exigées sont les suivantes :

- L'acte d'engagement
- Le Bordereau des Prix Unitaires dûment complété et signé
- Le mémoire technique, qui devra obligatoirement respecter la trame proposée en annexe dans un objectif de clarté et de lisibilité

#### 4.3 - Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ l'acte d'engagement (AE) signé;
- ✓ le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ✓ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- ✓ le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) dûment complété et signé;
- ✓ le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.
- ✓ le mémoire technique du titulaire.

En cas de contestation, seuls les originaux conservés par l'Administration font foi.

#### 4.4 - Avance

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement dans son article 4 : Paiement.



#### 4.5 – Clause labellisation Diversité - Egalité Femmes/Hommes – Ega-conditionnalité

La transmission par l'attributaire du questionnaire complété, conditionne l'attribution définitive du marché, (cf pénalité 11.1 CCAP)

« Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances ».

**La prise en compte de l'égalité femmes-hommes doit être limitée aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations dudit contrat.**

Dès lors, l'attributaire doit impérativement renseigner le questionnaire disponible via le lien ci-dessous, avant la date de notification du marché :

[https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite\\_Discriminations\\_Egalite\\_2021/questionnaire.htm](https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm)

Le questionnaire devra également être complété **2 mois avant la date de fin du marché** ».

#### 4.6 - Rappels sur les offres électroniques

**Le candidat ne doit pas joindre dans son offre : le CCAP, le CCTP ou le règlement de consultation, afin de ne pas alourdir les plis électroniques.**

En revanche, le marché public étant un contrat qui formalise l'engagement des parties, **l'attributaire retenu devra signer l'acte d'engagement après envoi par le représentant du pouvoir adjudicateur d'une version matérialisée sous format papier**, comme prévu à l'article R2182-1 du Code de la Commande Publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Le dossier contenant les pièces de la candidature et de l'offre sera transmis au moyen d'un pli unique. Tout dossier incomplet entraînera le rejet de l'offre.

### **Article 5 : Conditions d'envoi**

Les candidats transmettent leurs documents exclusivement sous forme électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Tout dépôt sur un autre site ou adresse électronique est nul et non avenu.

Les plis électroniques doivent être présentés sous forme de fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Le candidat est invité à :

. utiliser les formats « doc », « xls », « pdf », « ods » ou « odt » générés par Open Office

- . ne pas utiliser certains formats, notamment les « exe »
- . ne pas utiliser certains outils, notamment les macros.

Les pré-requis techniques (équipement matériel et logiciel nécessaires, les formats des fichiers acceptés) pour le dépôt d'une offre par voie électronique sont précisés sur la Plateforme. Un guide spécifique est fourni aux candidats (disponible à la rubrique « aide » de la page d'accueil).

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les candidats peuvent disposer d'une aide pour les procédures électroniques sur la plateforme PLACE. Cette aide détaille les modalités à suivre pour le dépôt des candidatures et des offres.

Si l'opérateur économique désire toutefois procéder à une signature électronique, il devra le faire au moyen d'un certificat de signature électronique de niveau 3, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Une simple signature du dossier zip est insuffisante.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au **certificat de signature du signataire**,
- À **l'outil de signature utilisé** (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature<sup>1</sup> conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

#### **1) LES EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE DU SIGNATAIRE**

Le certificat de signature du signataire doit respecter au moins le niveau de sécurité demandé (niveau 3).

##### **1<sup>er</sup> cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- [www.references.modernisation.gouv.fr](http://www.references.modernisation.gouv.fr)
- [http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/eu\\_legislation/trusted\\_lists/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm)
- <http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

*Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.*

##### **2<sup>ème</sup> cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance**

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité demandé (niveau 3) et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

<sup>1</sup> Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)

### Justificatifs de conformité à produire

1° la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...

Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

2° l'adresse du site internet de référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

## **2) OUTIL DE SIGNATURE UTILISE POUR SIGNER LES FICHIERS**

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

**Cas 1** : Le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

**Cas 2** : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

-le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les pré-requis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est obligatoire ;

-le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

## **Article 6 : Renseignements complémentaires**

Toute question relative à la présente consultation devra être transmise au plus tard 7 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres et obligatoirement par l'intermédiaire de la seule plateforme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Hors du cadre de la plateforme d'achat, aucune question ne sera traitée directement par téléphone, courriel ou courrier.

Une réponse sera donnée en temps utile à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation et au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la réception des offres.

## Article 7 : Jugement des candidatures et des offres

### 7.1 - Critère de sélection des candidatures

Les candidatures sont jugées conformément aux articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la Commande Publique, au regard des capacités suivantes :

**Capacités financières** : les candidats doivent produire leur chiffre d'affaires des 3 dernières années.

**Capacités techniques** : les candidats doivent disposer des certificats de qualification professionnelle ou de conformité aux spécifications techniques du présent accord-cadre, prouvant que le candidat peut réaliser les prestations attendues.

**Références professionnelles** : les candidats doivent démontrer leur expérience en la matière ; dans le cas où l'entreprise est de création récente, le candidat sera jugé selon les critères objectifs démontrant ses capacités financières et techniques.

### 7.2 - Critères de jugement des offres

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à 2152-13 du code de la commande publique.

Les critères retenus sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<b>1-Prix HT des prestations indiqués dans le BPU</b>	<b>30%</b>
<b>2-Valeur technique de l'offre</b>	<b>70%</b>
<i>Sous-critère 1 : moyens humains (Effectif, profils des intervenants, expérience notamment auprès des publics en difficulté, couverture géographique des équipes)</i>	25%
<i>Sous-critère 2 : mise en œuvre du dispositif (Approche méthodologique et pédagogique, outils et ressources, livrables, moyens de communication)</i>	25%
<i>Sous-critère 3 : Articulation des parcours dedans-dehors et réseau partenarial (Lieux d'accueil, modalités de mise en œuvre du travail partenarial, réseaux actifs (internes et externes))</i>	10%
<i>Sous-critère 4 : Cadre environnemental et social (Performance environnementale et sociale)</i>	10%

La méthode retenue pour la notation du prix est la suivante :

$\text{Note}/30 = (\text{prix le plus bas}/\text{prix de l'offre examinée}) \times 30$ .

## Article 9 : Attribution du marché

**Dès réception par le pouvoir adjudicateur de l'accusé de réception de l'acte d'engagement par le prestataire, le marché est réputé notifié. Il sera applicable à la date spécifiée sur l'acte d'engagement.**

Enfin, avant tout commencement d'exécution des prestations, le prestataire devra justifier dans un délai de 15 jours suivants la notification du marché, qu'il est couvert par un contrat d'assurance conformément au CCAP.

Nota : → ces pièces n'ont pas à être produites au stade de la remise des offres.  
Seul l'attributaire du marché devra les fournir.

→ Si l'attributaire du marché est un groupement, chaque membre du groupement attributaire devra produire ces pièces.

Ces pièces seront à produire par le titulaire tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'au terme de l'accord-cadre.

L'absence de transmission de ces pièces dans les délais prévus est sanctionnée selon les dispositions prévues à l'article 12 du CCAP.

